

**Session extraordinaire de
l'Assemblée générale de 2001 consacrée aux enfants**

**Première session de fond du Comité préparatoire
New York, 29 mai - 2 juin 2000**

**Mise à jour de l'UNICEF sur les
initiatives et les mesures à prendre dans le cadre du mouvement
mondial en faveur des enfants**

Vendredi 2 juin 2000 13h00 – 15h00. Salle de conférence 4

Lors d'une réunion parallèle organisée par les ONG le 2 juin 2000, les directeurs régionaux de l'UNICEF ont informé les organisations de la société civile des initiatives que le Fond prévoit de mener dans leurs régions pour soutenir le mouvement mondial en faveur des enfants. Les débats étaient animés par Joan French, qui, avec le concours de Margaret Kyenkya-Isabirye, a aussi fait le point sur les nouvelles activités de mobilisation menées par les organisations de la société civile au niveau mondial. Toutes les régions étaient représentées à l'exception de ESARO et MENA. Les six communications ont été exhaustives et intéressantes. Les ONG ont eu de nombreuses opportunités de contribuer et de participer, ce qu'elles ont apprécié. En contrepartie, l'UNICEF s'est félicité de la qualité et du caractère constructif des communications de diverses organisations. La plupart étaient des ONG nationales.

Les deux ONG internationales qui défendent les intérêts des enfants, Plan International et Save the Children Alliance ont fait part des activités de mobilisation qu'elles mènent actuellement à tous les niveaux. Elles ont aussi répondu à la demande de soutien financier et organisationnel que leur ont adressée les ONG du Sud en offrant d'animer les débats et de financer la participation d'ONG moins importantes à des consultations et à des réunions organisées aux niveaux national, régional et mondial. En outre, Plan International a proposé de présenter l'exposition préparée pour le 1^{er} Comité préparatoire lors d'autres Comités préparatoires et à la session extraordinaire, et a invité toutes les ONG à soumettre des œuvres qui reflètent leur contribution au mouvement mondial en faveur des enfants.

Dans l'ensemble, la réunion a reflété l'esprit d'un véritable mouvement mondial en faveur des enfants. Des extraits importants des communications des directeurs des bureaux régionaux sont reproduits ci-dessous :

A. Communications des bureaux régionaux

(i) Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

Mme Rima Salah, directrice régionale

De nombreuses activités et manifestations destinées à renforcer le mouvement mondial en faveur des enfants ont eu lieu l'an dernier et se poursuivent à l'heure actuelle. Plusieurs ONG y ont participé et nous invitons un plus grand nombre d'entre elles à apporter leur contribution. Voici certaines des activités qui ont été entreprises ou qui le seront prochainement.

Une consultation régionale sur le thème « *Une vision pour les enfants en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale au début du XXIe siècle* » s'est déroulée du 30 novembre au 3 décembre 1999 à l'initiative du gouvernement de la Côte d'Ivoire. Elle faisait suite à des consultations nationales préparatoires organisées en octobre 1999 par 10 bureaux de pays de l'UNICEF dans la région utilisées par une équipe de consultants et d'experts du bureau régional pour formuler une analyse de la situation des « *Enfants à la fin du XXe siècle* ». Plus de 170 participants, parmi lesquels se trouvaient des représentants de gouvernements, de la société civile, des universités et des collèges, d'ONG nationales et internationales, d'agences bilatérales et multilatérales, d'organismes des Nations Unies, des Comités nationaux de l'UNICEF, d'élus officiels et d'enfants, ont pris part à cette consultation. Les sujets abordés ont été les enfants, la famille, la communauté, la société et l'État. En conclusion, l'« Appel d'Abidjan » a été rédigé. Dans ce document, les participants ont pris des engagements et ont exhorté tous les protagonistes à prendre les mesures nécessaires pour appliquer les recommandations qui visent à promouvoir les droits des enfants.

En février 2000, l'OIT et l'UNICEF ont lancé une consultation au Gabon sur le thème « *La vente d'enfants aux fins d'exploiter leur travail* » qui a rassemblé 150 délégations de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Les débats ont permis d'approfondir les connaissances des participants sur cette question et ont abouti à des accords concernant les stratégies à utiliser pour combattre ce phénomène dans la région.

La Commission économique pour l'Afrique organisera un forum de haut niveau consacré au développement en octobre 2000 dont le thème principal sera « *le VIH/SIDA : un défi majeur pour les dirigeants africains* ». Ce forum soulignera l'impact de la maladie sur le bien-être des enfants africains et sur les projets de développement.

Une réunion panafricaine aura lieu au premier trimestre 2001 en collaboration avec l'OUA. Elle sera chargée d'établir des rapports sur les progrès réalisés par les États africains dans la mise en œuvre du Sommet mondial pour les enfants et de proposer un programme en faveur de l'enfant africain qui sera présenté à la session extraordinaire.

Tous les 24 pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale recueillent actuellement des données qui serviront à l'examen de fin de décennie. Avec les conseils du bureau régional, les pays forment des comités nationaux qui regroupent des organisations de la sociétés civiles, des ONG, des représentants d'enfants et des agences de l'ONU. Les ONG intéressées ont été invitées à contacter le bureau régional

de l'UNICEF à Abidjan pour l'informer des activités qu'elles entreprennent avec leurs organisations de la société civile.

ii) Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie de l'Est et le Pacifique (EAPRO)

Mme Carol Long, directrice régionale adjointe

Une réunion préparatoire de la Cinquième consultation ministérielle aura lieu au premier trimestre 2001. Cette Consultation se déroulera à Pékin, en Chine, au deuxième trimestre de la même année, avec la participation des gouvernements, des enfants et des jeunes, de représentants du secteur privé, d'ONG et d'organisations de la société civile, ainsi que des agences bilatérales et multilatérales. Une collaboration se poursuit entre Save the Children Alliance, Plan International et des membres du Comité des organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF.

iii) Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique du Sud (TACRO)

M. Per Engebak, directeur régional

La Cinquième réunion ministérielle sur les enfants et la politique sociale dans les Amériques qui se tiendra en Jamaïque en octobre 2000 sera essentielle pour relever les défis croissants que l'Amérique latine et la région des Caraïbes doivent relever dans le domaine social. Une réunion préparatoire a eu lieu en Barbade en mars 2000 et le gouvernement du Pérou, en sa qualité de secrétariat, élabore des directives relatives au processus de présentation des rapports et à l'examen de fin de décennie qui seront distribuées à tous les pays.

Les enfants et les adolescents seront au cœur des débats du dixième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra au Panama en novembre 2000.

Les accords conclus pendant ces réunions seront intégrés au prochain Comité préparatoire (29 janvier - 2 février). Le bureau régional continuera d'axer ses activités sur la mobilisation sociale en faveur des enfants et des adolescents.

Pendant ce Comité préparatoire, le directeur régional de TACRO et Plan International ont décidé que l'organisation convoquerait une consultation parallèle et monterait une exposition à titre de contribution des ONG au mouvement mondial en faveur des enfants.

iv) Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe centrale et de l'Est, la Communauté des États indépendants et les pays baltes (ECE/CEI)

M. Yuri Oksamitniy, conseiller régional

Dans la région de l'ECE/CEI, le manque d'institutions et de réseaux régionaux qui pourraient servir à rassembler les gouvernements et les organisations de la société

civile dans le cadre du mouvement mondial en faveur des enfants a été constaté. Il sera difficile de trouver des structures adéquates pour soutenir ce mouvement dans la région, étant donné sa diversité, les phases précoces de transition où elle se trouve, et la tendance en faveur d'une intégration européenne orientée à l'Ouest dans certains pays. Toutefois, de nombreuses initiatives qui s'appuient sur des groupements de pays sous-régionaux et d'affinités culturelles sont envisageables.

Les bureaux de l'UNICEF dans la région ECE/CEI aident les gouvernements à effectuer leur examen de fin de décennie. Les données officielles existantes sont complétées par des MICS dans 10 pays. Les ONG partenaires, y compris les associations de jeunes, sont encouragées à participer activement au processus. En outre, des débats se sont engagés sur la tenue d'une consultation avec les gouvernements et les organisations de la société civile pour préparer la session extraordinaire. Une proposition visant à réaliser une enquête spéciale sur les jeunes est en cours de formulation. Le bureau régional de l'UNICEF à Genève élaborera une analyse régionale préliminaire à titre de contribution au processus préparatoire. Une consultation avec les organisations de la société civile soutenue conjointement par l'UNICEF ECE/CIE et l'UNICEF Genève aura lieu en septembre 2000. Il est prévu que de nombreuses ONG y participent.

v) **Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe**

Mme Janet Nelson, chef de programme

Le Comité régional des organisations non gouvernementales pour les enfants examine les aspects pratiques de sa participation au mouvement mondial en faveur des enfants, ainsi que le rôle des ONG dans le processus préparatoire de la session extraordinaire. Le Comité, l'UNICEF et d'importantes ONG nationales se réuniront le 16 juin 2000 à Genève. Cette réunion sera principalement chargée d'identifier le rôle des ONG et des organisations de la société civile, ainsi que les stratégies qui leur permettront de devenir partie intégrante du « mouvement régional en faveur des enfants ». Des liens pertinents avec l'Union européenne et des programmes de coopération menés dans la région sont actuellement créés.

Le bureau régional a formulé, conjointement avec le Centre international de recherche de l'UNICEF à Florence, une série d'indicateurs supplémentaires qui ont été suggérés aux pays industrialisés pour faciliter l'examen des progrès de mise en œuvre du Sommet mondial. Ces indicateurs seront présentés au cours de la « *Première consultation sur le rôle prépondérant de l'Union Européenne dans le cadre du mouvement mondial en faveur des enfants et de la session extraordinaire consacrée aux enfants* » le 7 juin. Des représentants des gouvernements qui assureront les trois prochaines présidences de l'Union Européenne seront présents afin de garantir une stratégie consistante.

Ces réunions aborderont aussi la question de la participation des multinationales et des médias ainsi que les problèmes des enfants réfugiés et immigrants en Europe de l'Ouest.

B. Questions clés soulevées par la mise à jour effectuée par le Siège de l'UNICEF à New York et commentaires des ONG

Mme Joan French, Chef de la section de l'égalité des sexes, des partenariats et de la participation (GPP),
Division des programmes

Mme Margaret Kyenkya-Isabirye, conseillère principale, Programme Partnerships/GPP, Division des programmes

i) Rapports nationaux

Le 9 mars 2000, l'UNICEF a fourni des conseils détaillés sur la préparation des rapports nationaux concernant la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants, ainsi que sur les recommandations concernant les mesures à prendre à l'avenir. Ces directives préconisent aux gouvernements d'adopter une stratégie participative impliquant les organisations de la société civile. Elles ont été distribuées pendant le Comité préparatoire et seront communiquées au plus grand nombre d'ONG possible. Les ONG ont été encouragées à contacter leur gouvernement et à offrir leur participation.

ii) Médias

Les ONG ont exhorté l'UNICEF et les ONG à collaborer étroitement avec les responsables des médias pour assurer une transmission égale des informations. Le rôle positif que les médias jouent déjà pour promouvoir le mouvement mondial en faveur des enfants a été souligné. Les chaînes suivantes ont été citées : CNN, CBS, Television Global, Sony MTV et Spanish News Agency. Toutefois, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour diffuser des informations sur ce mouvement.

iii) Échange d'informations

De nombreuses ONG ont fait observer le manque d'informations disponibles concernant le mouvement mondial en faveur des enfants. Elles ont été invitées à se connecter au site web de l'UNICEF : www.unicef.org ou à contacter le bureau de l'UNICEF le plus proche pour obtenir les dernières informations. Le Réseau d'informations sur les droits de l'enfant (CRIN) a été cité à titre de véhicule possible d'échange d'informations sur les activités en cours et les manifestations liées au mouvement - www.crin.org.

iv) Ressources/soutien financier

Les ONG ont exprimé leurs préoccupations concernant la date tardive à laquelle elles ont été invitées à participer au Comité préparatoire. Le personnel du siège de l'UNICEF à New York a expliqué que ce retard était dû au fait qu'il fallait d'abord obtenir le nom des partenaires nationaux approuvés par le Comité préparatoire avant de pouvoir envoyer les invitations. Il faut espérer qu'à l'avenir, les ONG seront invitées suffisamment à l'avance pour être en mesure d'obtenir une assistance financière. L'UNICEF s'efforcera

de promouvoir une participation plus importante des ONG au niveau mondial pour garantir une stratégie coordonnée et consistante.

v) Participation des enfants et des adolescents/jeunes

Puisque la participation des adolescents à tous les processus préparatoires de la session extraordinaire est importante, les critères de sélection de leur participation à la session extraordinaire ont été jugés essentiels. Il a été souligné que l'UNICEF soutient une approche programmatique dans ce domaine. Une réunion régionale sur les programmes destinés aux adolescents se déroulera en octobre 2000 au Sénégal avec le Conseil de la population, la Banque africaine de développement et d'autres protagonistes.